

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Économique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama  
Semaine du 26 février 2026

Le PIB du Mexique a enregistré une croissance de 0,8 % en 2025, d'après l'Institut National de Statistique et de Géographie (INEGI).

### LE CHIFFRE A RETENIR

**0,8 %**

Taux de croissance  
2025 (INEGI)

Ce chiffre final remplace l'estimation préliminaire de 0,7 % publiée quelques semaines auparavant par l'INEGI. La croissance de l'économie mexicaine enchaîne ainsi quatre années de ralentissement et reflète un élargissement de l'écart de production avec un potentiel de croissance de l'économie estimé à 2 % ainsi qu'un éloignement par rapport la moyenne historique observée entre 2000 et 2018 qui était de 1,8 %.

Les chiffres actualisés du PIB pour 2025 montrent que les activités tertiaires (63 % du PIB) ont enregistré une progression de 1,5 % et les activités primaires (4,5 % du PIB) une expansion de 4 %. En revanche, les activités secondaires (32 % du PIB) se sont contractées de 1,1 %.

La bonne performance de l'économie au T4 2025 (+0,9 %) offre une impulsion favorable à l'évolution de l'économie mexicaine pour cette année. La croissance en 2026 pourrait en outre bénéficier de la reprise graduelle de l'investissement, de l'impact de l'assouplissement monétaire sur la demande interne et du rebond de la consommation lié à la Coupe du Monde de la FIFA. Les incertitudes aussi bien externes (révision du T-MEC) qu'internes (impact des réformes judiciaire, électorale et douanière) restent cependant importantes.

# Mexique

## Conjoncture macroéconomique

**Les droits de douane imposés par le président Donald Trump - y compris ceux visant le Mexique - ont été jugés invalides par la Cour suprême des États-Unis, créant une incertitude juridique majeure pour l'environnement commercial nord-américain.** Par six voix contre trois, la Cour a estimé que le recours à l'*International Emergency Economic Powers Act* (IEEPA) ne conférait pas à l'exécutif l'autorité d'imposer unilatéralement des droits de douane « réciproques ». La décision invalide ainsi les droits de douane appliqués à plusieurs partenaires, dont le Mexique, et remet en question environ 133 Md USD de recettes déjà perçues par l'administration américaine. Pour le Mexique, l'enjeu est double. D'une part, l'annulation des droits fondés sur l'IEEPA réduit le risque d'un choc tarifaire additionnel sur ses exportations, notamment manufacturières. D'autre part, l'administration américaine a activé un nouvel instrument juridique - la Section 122 du Trade Act de 1974 - pour instaurer un droit de douane global de 10 %, limité à 150 jours sans approbation du Congrès. Les produits conformes au T-MEC restent toutefois exemptés, ce qui préserve une large part des flux commerciaux bilatéraux. À court terme, l'impact macroéconomique pourrait être modérément désinflationniste aux États-Unis, via un allègement des coûts à l'importation. Néanmoins, les remboursements éventuels des droits déjà acquittés devraient principalement bénéficier aux entreprises importatrices, et leur mise en œuvre pourrait s'étendre sur 12 à 18 mois, compte tenu de la complexité administrative et du volume des contentieux. La décision de la Cour suprême marque un tournant institutionnel en réaffirmant les limites des pouvoirs présidentiels en matière commerciale aux États-Unis.

**Le Mexique a reçu un montant record de 40,9 Mds USD d'investissements directs étrangers (IDE) en 2025, soit une hausse de 10,8 % en glissement annuel (g.a.).** Cette croissance reflète une tendance à la hausse pour la cinquième année consécutive. Dans son communiqué, le ministère de l'Économie a souligné : « Avec ce résultat, le Mexique se positionne comme une destination stratégique pour les capitaux productifs mondiaux, dans un contexte où les flux d'IDE vers les économies en développement ont enregistré une baisse de 2 % en 2025, selon les estimations de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) ». En ce qui concerne le total des flux d'IDE entrant au Mexique en 2025, le réinvestissement des bénéfices reste la part la plus importante, avec 67,7 % du total, suivi des nouveaux investissements, avec 18,0 %, tandis que les comptes entre entreprises représentaient les 14,3 % restants. Les nouveaux investissements ont augmenté de 133 %, pour atteindre 7,4 Mds USD en 2025, ce qui en fait le type

d'investissement qui a le plus dynamisé le flux total d'IDE. Pour sa part, le réinvestissement des bénéficiaires a enregistré une contraction de 3,7 %, à 27,6 Mds USD, en raison d'une distribution accrue des dividendes. Enfin, les comptes entre entreprises ont enregistré une croissance annuelle de 17,0 %, pour atteindre 5,8 Mds USD en 2025, ce qui est lié à la dynamique de réorganisation des capitaux dans les groupes d'entreprises. En 2025, les États-Unis sont restés le principal investisseur du Mexique, générant des flux d'IDE de 15,9 Mds USD, soit près de 39 % du total. L'Espagne est arrivée en deuxième position, avec un flux de 4,4 Mds USD (11 % du total), suivi du Canada avec 3,3 Mds USD (8,1 % du total), des Pays-Bas avec 2,4 Mds USD (5,8 %) et du Japon avec 2,3 Mds USD (5,6 %).

**Le Mexique a consolidé sa position de premier partenaire commercial des États-Unis en 2025, fournissant 15,7 % du total des importations de son voisin du Nord d'après les données du U.S. Census Bureau.** Les importations américaines en provenance du Mexique ont atteint un montant record de près de 535 Mds USD, enregistrant en 2025 une croissance de 5,8 % par rapport à l'année précédente d'après le U.S. Census Bureau. La dynamique des exportations mexicaines a consolidé la position du Mexique en tant que principal fournisseur de biens de l'économie américaine, avec une part de 15,7 % du total des importations de ce pays, devant le Canada (11,2 %) et la Chine (9,0 %). Les exportations des États-Unis vers le Mexique ont de leur côté totalisé 338 Mds USD, faisant du Mexique la principale destination des exportations américaines (15,5 % du total), devant le Canada, qui a reçu 336,5 Mds USD. Le dynamisme des flux confirme l'intensité des échanges bilatéraux et le degré d'interdépendance entre les deux économies, dans un contexte où le Mexique est resté relativement avantagé par rapport aux autres partenaires commerciaux des États-Unis. Le déficit commercial des États-Unis avec le Mexique s'est creusé, atteignant 196,9 Mds USD, soit une augmentation de 14,8 % par rapport à 2024. Le Mexique s'est ainsi classé au deuxième rang des pays avec lesquels les États-Unis enregistrent les déficits commerciaux les plus importants, derrière la Chine avec laquelle le déficit enregistré s'est établi 202,1 Mds USD. Le creusement de la balance commerciale des États-Unis avec le Mexique s'inscrit dans un contexte de tensions politiques récurrentes à Washington autour du déséquilibre commercial et reflète l'efficacité limitée des droits de douane pour corriger les déséquilibres commerciaux bilatéraux.

**Au T4 2025, le taux de chômage au Mexique s'est maintenu à 2,5 % de la population économiquement active, tandis que le taux d'informalité a atteint 55,0 % de l'emploi total, en légère hausse sur un an.** Selon l'Institut National de Statistiques et de Géographie (INEGI), la population économiquement active s'est élevée à 61,3 millions de personnes (+293 000 g.a.), avec un taux de participation de 59,3 %. L'emploi total a progressé principalement dans les secteurs du commerce, de la construction et celui des transports, tandis que l'industrie manufacturière et certains services sociaux ont enregistré des replis. En outre, la hausse de

l'informalité - qui concerne désormais 32,9 millions de travailleurs (55 %) - reflète une dynamique de création d'emplois concentrée dans les microentreprises et les unités de petite taille. Parallèlement, la part des salariés formels a légèrement diminué, tandis que le travail indépendant a progressé. Les indicateurs de qualité de l'emploi demeurent contrastés. La proportion de travailleurs en « situation critique » (faibles revenus et/ou durée excessive de travail) s'est établie à 36,7 %, en hausse par rapport à l'année précédente. Au niveau régional, les écarts restent marqués : les États du sud présentent les taux d'informalité les plus élevés en comparaison avec les États industriels du nord. Globalement, si le marché du travail demeure résilient en termes de volume d'emploi, la persistance d'un niveau élevé d'informalité et la dégradation relative de certains indicateurs de qualité soulignent les défis structurels du marché du travail mexicain.

## Sectoriel

**En 2024, le commerce en ligne au Mexique a consolidé son rôle en tant que pilier de l'économie nationale, représentant 6,9 % du PIB, soit l'équivalent de 133 Mds USD.** Cette valeur le positionne comme le sixième secteur le plus important, après les industries traditionnelles telles que la manufacture, le commerce de détail et de gros, les services immobiliers et le transport. Selon l'INEGI, la croissance du commerce en ligne a ralenti par rapport aux années de pandémie. Elle reste néanmoins supérieure à la moyenne du PIB national, avec une augmentation réelle de 7,1%. Ce dynamisme s'expliquerait notamment par l'usage croissant des plateformes numériques et des réseaux sociaux, ainsi que par la demande accrue de services en ligne. La structure du commerce en ligne se répartit en trois grands segments : les services (51,3 %), le commerce de détail (29,1 %) et le commerce de gros (19,6 %). Les services comprennent des activités telles que le transport, l'hôtellerie, la location de biens et les services professionnels, témoignant d'une transition vers des transactions numériques plus diversifiées.

## Finances publiques

**Dans un contexte de marges budgétaires limitées et de faible contribution effective des plus hauts revenus, la concentration des richesses au Mexique atteint un niveau inédit : le 1 % le plus aisé capte 35 % du revenu national et 40 % du patrimoine privé, tandis que 22 milliardaires détiennent à eux seuls près de 220 Mds USD.** Dans son dernier rapport intitulé « Oligarquía o Democracia », Oxfam México souligne l'ampleur de la polarisation économique. Depuis 1996, la fortune des milliardaires mexicains a été multipliée par 4,2, à un rythme nettement supérieur à celui de la progression de l'économie nationale. Entre 2020 et 2025,

leur richesse a progressé de 101 % en termes réels. À titre illustratif, la fortune de Carlos Slim aurait augmenté à un rythme moyen de 273 USD par seconde sur la période. Ce processus d'accumulation s'inscrit dans un contexte de stagnation relative du niveau de vie. En 2024, le PIB par habitant ne dépasse que de 16 % son niveau de 1981. Parallèlement, l'investissement public a chuté de 12 % du PIB en 1981 à 4 % en 2024, soit seulement 38 % de son niveau relatif initial. Malgré un quadruplement de la richesse privée depuis le début des années 1980, l'investissement privé demeure inférieur à 8 % du stock de richesse accumulée. Selon le rapport, l'accumulation patrimoniale ne s'est donc pas traduite par une dynamique suffisante d'investissement productif ni par un renforcement des infrastructures sociales. Sur le plan budgétaire, le rapport insiste sur l'urgence d'une réforme fiscale progressive. En 2025, les contribuables déclarant plus de 500 M MXN, soit 29 M USD, de revenus annuels n'auraient contribué qu'à hauteur de 0,21 % des recettes fiscales fédérales. Pour Alejandra Haas, directrice exécutive d'Oxfam México, la question ne porte pas uniquement sur la lutte contre l'évasion, mais sur la structure même des prélèvements et sur l'écart entre taux statutaires et taux effectifs. Les recommandations s'articulent autour de trois axes : (i) mobiliser l'investissement via une réorientation stratégique de la banque de développement vers les infrastructures sociales, la transition énergétique et les PME ; (ii) restaurer la capacité d'investissement public ; et (iii) instaurer une fiscalité plus progressive, incluant un impôt minimal de 2 % sur les grandes fortunes supérieures à 1 Md USD et une harmonisation de la taxation du capital et du travail.

## Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	26/02/2026
Bourse (IPC)	0,37%	33,38%	71 144 points
Change MXN/USD	-0,23%	-15,47%	17,22
Change MXN/EUR	0,05%	-5,26%	20,33
Prix du baril mexicain	5,09%	-5,50%	61,99

# Amérique centrale

## Costa Rica

**L'agence de notation Moody's alerte sur les risques liés à la forte dollarisation du portefeuille de crédits au Costa Rica.** Environ 27 % du stock de crédits des banques serait détenu en monnaie étrangère, dont 65 % serait accordé à des emprunteurs sans revenus en dollars. En cas de dépréciation significative du colón, l'exposition des crédits des banques en dollars à des emprunteurs non couverts pourrait dégrader la qualité des portefeuilles et exercer une pression sur les fonds propres des établissements bancaires. La croissance du crédit suivrait cependant un rythme modéré (+5,5 % en 2025) et resterait inférieure à la croissance du PIB nominal. Elle serait principalement tirée par les segments du crédit aux particuliers, notamment la consommation, le financement automobile et le logement. Les institutions bancaires publiques bénéficieraient d'une diversification plus élevée de leurs portefeuilles contrairement aux établissements privés davantage exposés au crédit à la consommation.

**La Banque centrale de Costa Rica (BCCR) a procédé à un achat de 39,7 M USD sur le marché des devises étrangères (MONEX) jeudi 19 février, soit 64 % des volumes échangés ce jour-là, pour contenir l'appréciation du colón costaricien.** Malgré cette intervention, le colón costaricien continue de se renforcer avec un taux de change de 474,95 CRC/USD, son plus bas niveau depuis 2005. Cette appréciation du colón s'inscrit dans un contexte de surabondance de devises, liée aux exportations, aux flux des multinationales et à la haute saison touristique. À mi-janvier 2026, le marché privé des devises affichait un excédent d'offre cumulé de 331 M USD, confirmant les pressions haussières persistantes sur le colón.

**En 2025, le Costa Rica aurait de nouveau dépassé son objectif d'endettement, la dette publique s'établissant à 60,4 % du PIB, selon le ministère des Finances.** Depuis l'adoption de la réforme budgétaire de 2018, le Costa Rica avait ramené ce ratio à 58,9 % du PIB en 2024. Les restrictions budgétaires et d'endettement prévues par la règle budgétaire avaient ainsi été assouplies dans le budget 2026. La croissance du PIB, inférieure aux prévisions de la BCCR, aurait également eu un impact sur le ratio. Les dépenses du gouvernement auraient pourtant diminué de 0,3 % en 2025 alors que les recettes auraient progressé de 0,8 %. D'autres facteurs, comme la faible imposition des zones franches ou le taux de change auraient également une influence sur la performance de la dette du gouvernement.



## El Salvador

**Le Salvador et le FMI poursuivent la revue du programme d'appui budgétaire de 40 mois, approuvé en février 2025.** L'accord vise à rétablir la soutenabilité des finances publiques, renforcer les réserves et encadrer les risques liés au projet Bitcoin. Après une première évaluation validée en juin 2025, la seconde – initialement prévue en septembre – n'a pas encore été publiée et pourrait être combinée avec la troisième attendue en mars. À ce jour, les décaissements du FMI atteignent 232,5 MUSD sur une enveloppe totale d'environ 1,4 Md USD.

**Si les exportations vers les Etats-Unis de textiles et vêtements bénéficiant des préférences du CAFTA-DR resteront exonérées de droits de douane, d'autres produits exportés depuis le Salvador pourraient être soumis au nouveau droit temporaire de 15 % imposé par le président Trump et entré en vigueur le 24 février.** La mesure, fondée sur la section 122 de la loi commerciale de 1974, s'appliquera jusqu'au 24 juillet, sauf prolongation par le Congrès. Cette décision intervient après l'invalidation par la Cour suprême des précédents droits de douane adoptés sous un autre cadre juridique, créant une incertitude sur la portée des accords commerciaux récents. Pour le Salvador, dont les exportations vers les États-Unis ont atteint 2,1 Mds USD en 2025, l'impact dépendra de la liste définitive des exemptions.

## Guatemala

**Plusieurs produits guatémaltèques, dont les textiles couverts par le DR-CAFTA et des produits agricoles comme la banane et le café, resteraient exonérés du nouveau droit de douane temporaire de 15 % imposé par les États-Unis.** Annoncée par le président Donald Trump pour la période du 24 février au 24 juillet, la mesure repose sur la section 122 de la loi commerciale de 1974. Si les produits bénéficiant déjà d'exemptions en 2025 conserveraient leur statut (banane, café, avocat, cacao, cardamome), certaines exportations agricoles non couvertes par l'accord bilatéral pourraient être soumises au nouveau taux. Les autorités guatémaltèques attendent encore les directives douanières américaines pour confirmer la liste définitive des produits concernés.

**Seuls 38 % des Guatémaltèques disposent d'un compte bancaire et 36 % ont accès au crédit formel, illustrant la faible profondeur financière du pays.** Selon la Banque centrale du Guatemala, ce déficit s'explique notamment par un faible niveau d'éducation financière, seules 5 % des personnes maîtrisant des notions de base comme la différence entre taux nominal et taux effectif. Malgré la progression des paiements numériques depuis 2019, la méfiance envers le système formel et la complexité des produits limitent leur adoption, en particulier dans les zones

rurales. Les autorités misent sur la stratégie nationale d'inclusion financière pour élargir l'accès et soutenir le développement du crédit.

## Honduras

**Une mission du FMI a salué la résilience économique du Honduras et l'engagement des autorités en faveur de la stabilité macroéconomique à l'issue de sa visite à Tegucigalpa.** L'institution met en avant des prix d'exportation favorables et le dynamisme des transferts de fonds, qui ont renforcé les réserves internationales et soutenu la stabilité du taux de change. Le FMI souligne également la baisse récente de la prime de risque souveraine, reflet d'une perception améliorée des marchés, tout en appelant à maintenir une politique budgétaire prudente et à renforcer le cadre monétaire et la gestion du marché des changes.

## Nicaragua

**Sur l'ensemble de l'année 2025, la croissance cumulée mesurée par l'Indice mensuel d'activité économique (IMAE) de la Banque centrale de Nicaragua (BCN) s'est établie à 4,8 %.** La hausse a été principalement portée par le commerce, l'élevage, l'hôtellerie-restauration et la construction, tandis que les activités minières ont reculé. Pour 2025, la BCN prévoit que le chiffre de croissance final s'établisse entre 4,5 % et 5 % (contre 3 % - 4 % prévu en octobre). L'inflation annuelle a pour sa part atteint 2,7 % en 2025. Pour 2026, la BCN prévoit une croissance économique comprise entre 3,5 % et 4,5 %, avec une inflation annuelle oscillant entre 2,5 % et 3,5 %.

## Panama

**Le plan d'opération transitoire pour les terminaux portuaires de Balboa et Cristobal a démarré après la publication de la décision de la Cour Suprême au Journal officiel.** Le gouvernement panaméen a par ailleurs pris un décret autorisant l'occupation temporaire des biens et équipements de PPC (Hutchison) dans ces deux ports afin d'assurer la continuité de leurs activités. Ainsi, l'Autorité Maritime du Panama (AMP) a commencé à prendre le contrôle des grues, véhicules et systèmes technologiques des deux ports. La gestion transitoire par APM Terminals (filiale de Maersk) et Terminal Investment Ltd (branche portuaire de MsC) a débuté et s'étalera sur une période de 18 mois dans l'attente de nouveaux appels d'offres pour des concessions d'une durée de 20 ans. Les deux sociétés devraient régler des contreparties au gouvernement panaméen, s'élevant respectivement à 26,1 M USD et 15,8 M USD. Le président Mulino a précisé qu'il ne s'agissait pas d'une



expropriation et que les décisions qui avaient été prises respectent le droit panaméen.

**La croissance de l'industrie manufacturière n'aurait atteint que 0,5 % en 2025 selon le Syndicat des Industriels du Panama (SIP), bien en deçà de celle de l'économie panaméenne, estimée 4 %.** Ce chiffre contraste avec la dynamique observée dans les services, en particulier le secteur des transports (+12,5 %) et les hôtels-restaurants (+6,5 %). Le SIP souligne des fragilités persistantes dans certains segments du secteur manufacturier, notamment les industries des aliments et des boissons. L'industrie représenterait 152 605 emplois, soit près de 8 % du marché du travail. Elle serait particulièrement importante dans les provinces de l'intérieur du Panama où elle constituerait l'une des principales activités privées formelles. Le SIP souligne le retard du Panama par rapport au Costa Rica et à la République Dominicaine concernant l'attraction des investissements industriels de type « *greenfield* »<sup>1</sup>. Le rapport identifie plusieurs leviers pour renforcer le secteur. Premièrement, la promotion des zones franches devrait permettre une plus grande intégration des fournisseurs locaux et donc la création de davantage de chaînes de production. Le statut du Panama en tant qu'Etat associé du Mercosur pourrait également créer des opportunités de *nearshoring* et attirer de nouveaux investissements. Enfin, la poursuite de projets d'infrastructures publiques devrait soutenir l'activité économique, avec des retombées potentielles significatives pour l'industrie.

## Caraïbes

### Cuba

**Les États-Unis suppriment les droits de douane, mais maintiennent la pression sur Cuba.** Le président des États-Unis a signé, le 20 février dernier, un décret mettant fin aux droits de douane imposés en vertu de l'International Emergency Economic Powers Act (IEEPA), à la suite d'une décision de la Cour suprême les ayant déclarés illégaux. Le texte abroge notamment les mesures prévues par le décret du 29 janvier 2026, qui autorisait la taxation des importations en provenance de pays fournissant, directement ou indirectement, du pétrole à Cuba. Le document reste toutefois clair sur deux points : Cuba continue de représenter une « menace inhabituelle et extraordinaire » pour la sécurité nationale et la politique étrangère des États-Unis et toutes les autres mesures adoptées dans ce cadre - à l'exception des droits de douane relevant de l'IEEPA - continuent de s'appliquer. Cette

---

<sup>1</sup> Les investissements « *greenfield* » correspondent à la création de nouvelles capacités de production (nouveaux sites, nouvelles usines), par opposition à l'acquisition ou à la reprise d'actifs existants.

déclaration instaurait un mécanisme de « droits de douane secondaires » visant à sanctionner tout pays maintenant des échanges pétroliers avec La Havane. L'annonce a eu un effet dissuasif immédiat, le trafic de pétroliers à destination de Cuba s'est presque totalement interrompu. La levée des droits de douane ne signifie donc pas la fin de la pression énergétique exercée sur Cuba. Il s'agit d'une modification liée à une décision de la Cour suprême, sans impact sur les principaux moyens de pression : présence navale, embargo, sanctions financières et pression diplomatique.

**Le tourisme à Cuba enregistre un net recul de la fréquentation en provenance de la diaspora.** Les chiffres publiés par l'Oficina Nacional de Estadística e Información (ONEI) pour janvier mettent en évidence une donnée particulièrement sensible : l'effondrement du nombre de voyageurs cubains résidant à l'étranger. Selon les statistiques officielles, seuls 12 574 visiteurs issus de la diaspora ont été enregistrés, contre 21 015 à la même période en 2025, soit 8 441 voyageurs de moins et une baisse supérieure à 40 % g.a. Ce recul touche un flux essentiel pour l'économie cubaine, dont les déplacements sont principalement motivés par des raisons familiales et contribuent significativement aux entrées de devises. Au total, Cuba a accueilli 184 833 visiteurs en janvier 2026, soit 6 % de moins par rapport au niveau enregistré un an plus tôt, ce qui en fait l'un des plus mauvais mois de janvier des dernières années. Cette dégradation s'explique par un contexte particulièrement défavorable : durcissement des politiques migratoires, hausse des coûts de voyage, recherche de destinations alternatives pour les rencontres familiales, mais aussi aggravation de la crise interne (pénuries de carburant, suspension des livraisons de pétrole du Venezuela, coupures d'électricité, difficultés de transport et tensions sur les services de base). Dans ce climat politique, économique et énergétique tendu, les perspectives restent préoccupantes : après un mois de janvier déjà dégradé, février 2026 pourrait devenir l'un des pires mois pour le tourisme international à Cuba.

## Haïti

**L'indice des prix à la consommation atteindrait +25 % g.a. en décembre 2025, en baisse par rapport à novembre (28,3 % g.a.), et devrait poursuivre une trajectoire désinflationniste dans les mois à venir.** La Banque de la République d'Haïti (BRH) soulignerait notamment le ralentissement des prix des produits alimentaires et de la catégorie « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles ». Les principaux facteurs explicatifs seraient une meilleure disponibilité de certains produits alimentaires, la modération des prix internationaux et la stabilité relative de la gourde (HTG) face au dollar, soutenue par les transferts privés et les mesures de régulation du marché des changes. Toutefois, la BRH aurait souligné que la

dollarisation de l'économie haïtienne pourrait être un facteur inflationniste majeur et réduire la souveraineté de la Banque centrale en termes de politique monétaire.

## Jamaïque

**La Banque de Jamaïque (BOJ) a abaissé son taux directeur de 25 points de base, le portant désormais à 5,5 %.** Le Comité de politique monétaire aurait arrêté cette décision à la suite de l'amélioration des perspectives d'inflation après l'ouragan Mélissa. En janvier 2026, l'inflation se serait établie à 3,9 % g.a. (-0,6 p.p. par rapport à décembre), sous l'effet d'une baisse des prix alimentaires liée au redressement de l'offre agricole et d'une légère appréciation du taux de change. Le Comité de politique monétaire anticiperait toutefois des dépassements temporaires de la borne supérieure de la cible d'inflation ( $5 \% \pm 1$ ) au cours de 2026, avant un retour dans l'intervalle d'ici la fin d'année. Les risques pesant sur ces projections sont orientés à la baisse, en cas de reprise plus lente de la demande intérieure, de nouveaux chocs climatiques ou d'un accroissement des pressions budgétaires liées aux dépenses de reconstruction post-ouragan.

## République Dominicaine

**Ce lundi 23 février, la République dominicaine a fait face à sa deuxième coupure d'électricité généralisée en trois mois et demi, avec des pertes directes pour l'économie qui seraient estimées entre 20 M et 120 M USD.** La production d'électricité a été progressivement rétablie pour atteindre 65 % autour de 11h00, avant un retour complet à 100 % qu'à 23h53, à l'issue de plusieurs tentatives de reconnexion très progressives tout au long de la journée. Comme le 11 novembre 2025, la panne de courant serait due à une réaction en chaîne, cette fois déclenchée sur la ligne de 128 KV Hainamosa – Villa Duarte. Les causes exactes qui ont causé la coupure doivent toujours être déterminées. Les économistes estimeraient les pertes directes entre 0,015 % et 0,09 % du PIB, affectant en premier lieu les PME ne disposant pas de groupe électrogène. L'impact sur la circulation routière et sur les transports en commun est également non négligeable, contribuant à une érosion de la confiance de la population, alors même que la nouvelle ligne 2C du métro de Saint-Domingue a été inaugurée ce mardi 24 février, avec deux ans de retard. Les causes structurelles qui ont mené à ces *black-outs* sont connues : une hausse de la consommation qui n'est pas compensée malgré l'augmentation de la production électrique (+1000 MW en 2025) ainsi que des investissements insuffisants, notamment en raison de pertes financières majeures enregistrées par les trois plus grandes entreprises de distribution du pays.

Selon la Banque centrale de République Dominicaine (BCRD), l'économie dominicaine a généré 133 915 emplois supplémentaires en 2025, tandis que le taux d'informalité s'est établi en moyenne à 54,1 % sur l'année, en baisse par rapport à 2024. Les résultats issus de l'Enquête Nationale Continue de la Force de Travail (ENCFT) indiqueraient que les travailleurs « formels » (i.e. enregistrés dans le Registre national des contribuables et ayant droit à la sécurité sociale) ont représenté 98,5 % des créations nettes d'emplois entre le T4 2024 et le T4 2025. Le taux d'occupation (62,8 % au T4 2025) est proche de son maximum historique, avec une création d'emplois particulièrement concentrée sur la population féminine. Par ailleurs, le taux d'informalité (54,7 % au T4 2025) diminue continuellement depuis 2021 mais reste supérieure à la moyenne latino-américaine de 46,7 %, calculé par l'Organisation Internationale du Travail.

## Trinité-et-Tobago

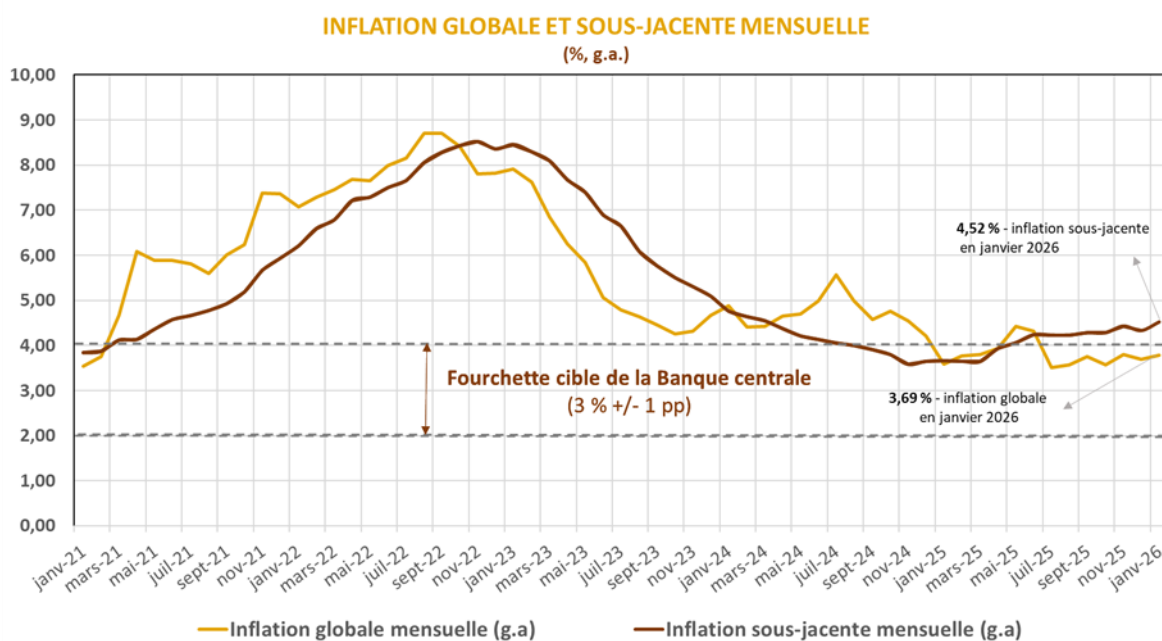
Trinité-et-Tobago est officiellement sorti de la liste européenne des pays et territoires non coopératifs à des fins fiscales. Cette liste a été mise à jour le 17 février 2026 par le Conseil des Affaires Economiques et Financières de l'Union Européenne. Cette décision aurait été permise grâce à plusieurs réformes mises en œuvre par les autorités trinitadiennes, notamment le remplacement de l'ancien régime de zone franche par un régime de zone économique spéciale conforme aux standards internationaux. En novembre 2024, l'État a par ailleurs signé la Convention multilatérale concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale. En juillet 2025, le Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales avait attribué au pays la mention « largement conforme », avant de confirmer, en décembre 2025, que Trinité-et-Tobago avait atteint les standards relatifs à l'échange automatique d'informations financières.

## Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2024)	PIB nominal (Mds USD, 2024)	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Croissance du PIB 2024	Prévision FMI 2025	Prévision FMI 2026	Dettes publiques (% PIB, 2025, prév FMI)	Inflation (2025, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	1 856,4	3,7%	3,4%	1,4%	0,6%	1,5%	58,9%	3,9%	7,00%
Belize	0,4	3,2	9,3%	0,5%	3,5%	1,5%	2,4%	65,4%	1,4%	2,25 %
Costa Rica	5,3	95,4	4,6 %	5,1%	4,3%	3,6%	3,3%	59,7%	0,4%	3,25%
Guatemala	17,9	120,8	4,2%	3,5%	3,7%	3,8%	3,6%	27,0%	1,7%	3,75%
Honduras	10,7	37,1	4,1%	3,6%	3,6%	3,8%	3,5%	45,1%	4,6%	5,75%
Nicaragua	6,7	19,7	3,6%	4,4%	3,6%	3,0%	2,9%	39,3%	2,0%	6,25%
El Salvador	6,4	35,4	2,9%	3,5%	2,6%	2,5%	2,5%	87,6%	0,3%	--
Haïti	12,4	25,3	-1,7%	-1,9%	-4,2%	-3,1%	-1,2%	11,8%	27,8%	10,00%
Jamaïque	2,8	21,9	6,4%	2,7%	-0,5%	2,1%	1,5%	59,2%	4,2%	5,75%
Panama	4,5	86,5	11,0%	7,2%	2,7%	4,0%	4,0%	59,6%	-0,1%	--
République Dominicaine	10,8	124,6	5,2%	2,2%	5,0%	3,0%	4,5%	60,0%	3,7%	5,50%
Cuba	11,2	25,3	3,2 % (EIU)	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	--	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Octobre 2025 (Janvier 2026 pour les prévisions de croissance Mexique)

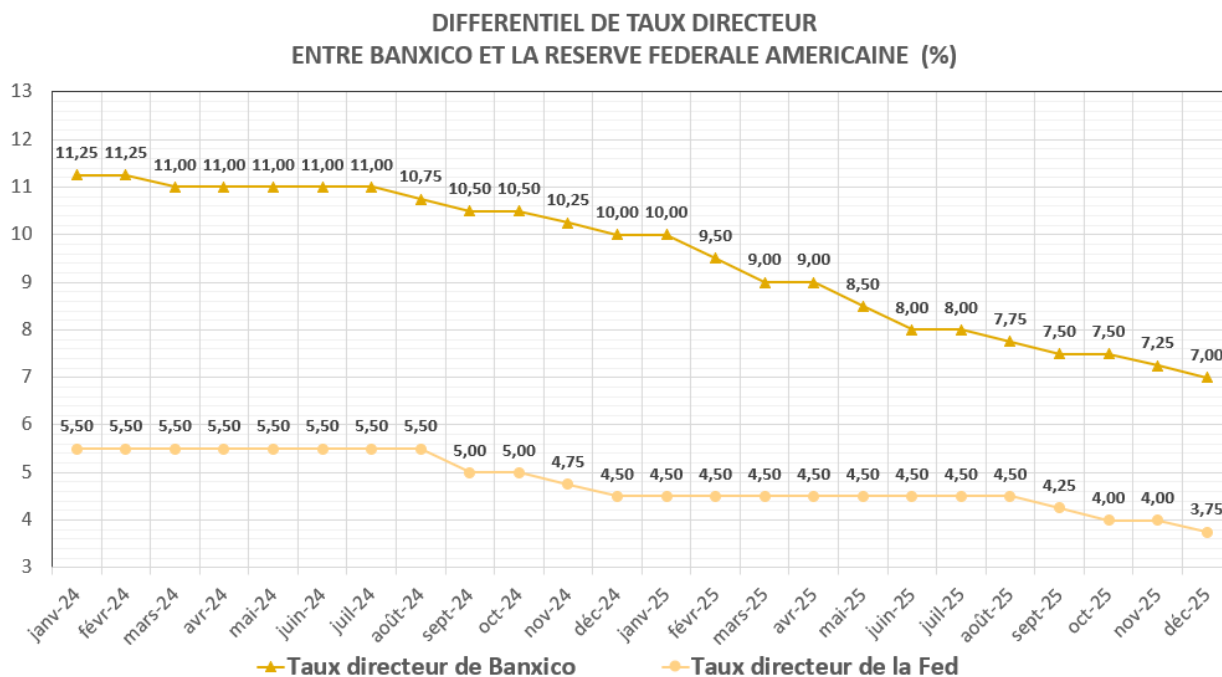
### - Annexe Graphique Mexique -



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550
janv-25	10,00	4,50	550
févr-25	9,50	4,50	500
mars-25	9,00	4,50	450
avr-25	9,00	4,50	450
mai-25	8,50	4,50	400
juin-25	8,00	4,50	350
juil-25	8,00	4,50	350
août-25	7,75	4,50	325
sept-25	7,50	4,25	325
oct-25	7,50	4,00	350
nov-25	7,25	4,00	325
déc-25	7,00	3,75	325

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine



Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine



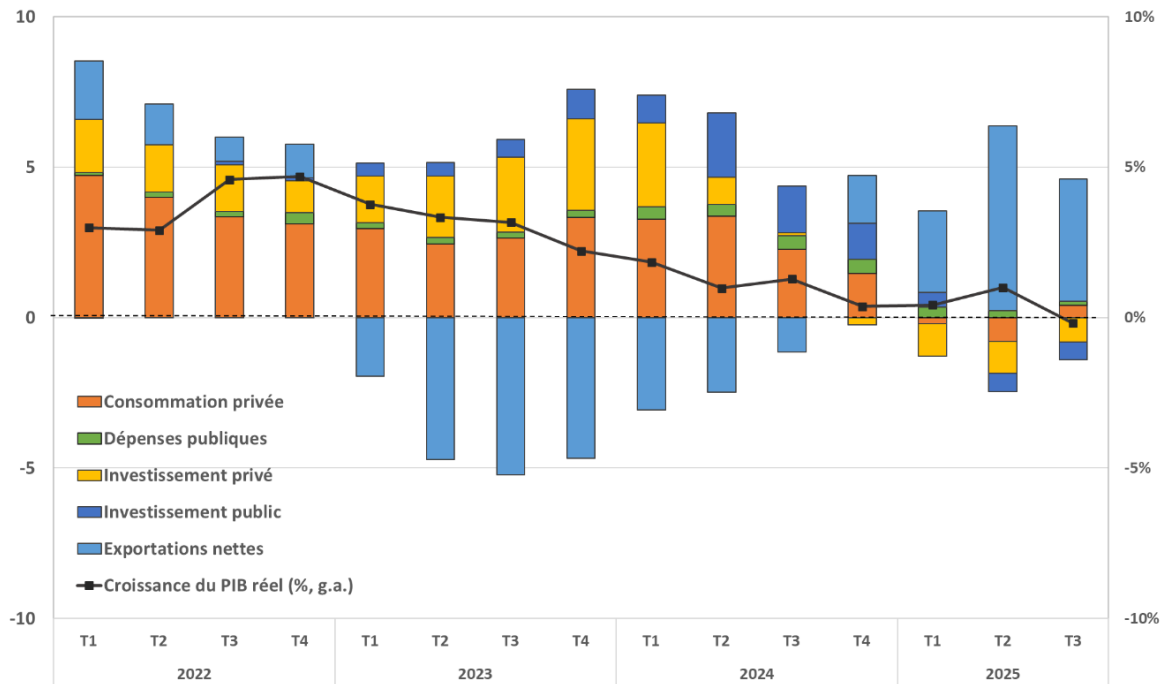
## EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE (MXN/USD)



Source : Banque centrale du Mexique

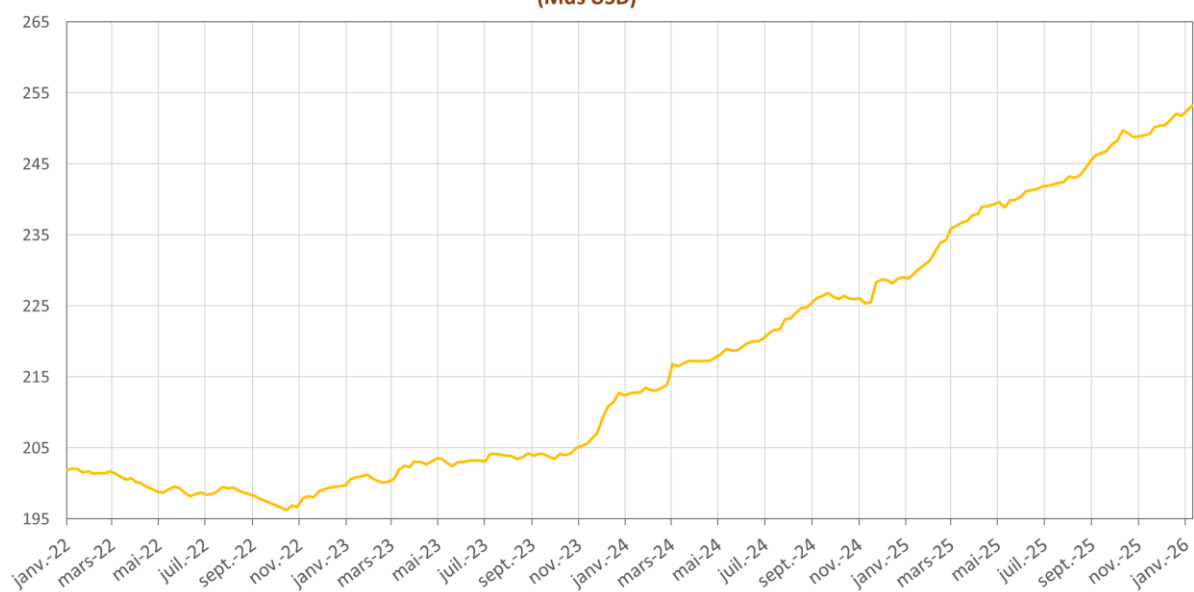
## PIB REEL ET SES COMPOSANTS

*Contributions à la croissance (pp, axe de gauche) / Taux de croissance trimestriel du PIB (g.a., axe de droite)*



Source : Banque centrale du Mexique

## NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : [mexico@dgtresor.gouv.fr](mailto:mexico@dgtresor.gouv.fr)